

# Conférence générale

**GC(47)/COM.5/OR.5**

Date : Juin 2005

Distribution générale

Français

Original : Anglais

## Quarante-septième session ordinaire (2003)

# Commission plénière

## Compte rendu de la cinquième séance

*Tenue à l'Austria Center Vienna, le jeudi 18 septembre 2003, à 10 h 20.*

**Président : M. GARCIA (Philippines)**

## Sommaire

Point de l'ordre du jour*		Paragraphes
16	Renforcement des activités de l'Agence concernant les sciences, la technologie et les applications nucléaires ( <i>suite</i> )	1 - 13
22	Personnel	14 - 40
	a) Composition de l'effectif du Secrétariat de l'Agence	14 - 36
	b) Les femmes au Secrétariat	37 - 40

\* GC(47)/21

La composition des délégations qui ont participé à la session est indiquée dans le document GC(47)/INF/14/Rev.2.

03-82612F



## **16. Renforcement des activités de l'Agence concernant les sciences, la technologie et les applications nucléaires (suite)** (GC(47)/COM.5/L.8, L.10/Rev.2 et L.15)

1. Le représentant de la FÉDÉRATION DE RUSSIE dit que, suite aux discussions précédentes sur le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.8, il a reçu deux propositions qui pourraient servir de base à un consensus sur les deux paragraphes prêtant encore à controverse. La première consiste à insérer « consciente de la nécessité du développement durable » à la deuxième ligne de l'alinéa c) du préambule et à supprimer « pour un développement durable » à la fin de l'alinéa. La deuxième consiste à insérer « Reconnaissant qu'INPRO est financé en partie par le budget ordinaire et en grande partie par des ressources extrabudgétaires » au début du paragraphe 4 du dispositif.
2. Le représentant de l'IRLANDE remercie le représentant de la Fédération de Russie pour la souplesse dont il fait preuve et dit que son pays peut accepter l'amendement proposé à l'alinéa c).
3. Le représentant du JAPON remercie le représentant de la Fédération de Russie d'avoir tenu compte du point de vue de son pays à travers l'amendement proposé au paragraphe 4.
4. Le PRÉSIDENT croit comprendre que la Commission souhaite recommander à la Conférence générale d'adopter le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.8 tel qu'amendé.
5. Il en est ainsi décidé.
6. Le représentant de l'INDE, présentant le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.10/Rev.2 soumis par le Brésil au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit qu'il porte sur diverses activités revêtant une importance cruciale pour le Groupe et est basé sur une résolution similaire adoptée l'année précédente. Les auteurs souhaitent apporter deux modifications mineures, à savoir le remplacement des mots « pour l'amélioration » par « en tenant dûment compte » à la dernière ligne du paragraphe 5 du dispositif et la suppression du mot « piègeage » à la fin du paragraphe 6. Le représentant de l'Inde espère que la Commission recommandera à la Conférence générale d'adopter le projet de résolution.
7. Le PRÉSIDENT suppose que la Commission souhaite recommander à la Conférence générale d'adopter le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.10/Rev.2 tel qu'amendé.
8. Il en est ainsi décidé.
9. Le représentant du CANADA, présentant le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.15, déclare qu'il s'inspire de la résolution GC(46)/RES/11.B, qui a reçu un large appui. L'Agence a déployé d'importants efforts pour donner suite à cette résolution et les auteurs souhaitent maintenir cet élan.
10. Le représentant de l'ALLEMAGNE propose de remplacer « dans la limite des ressources disponibles », à l'alinéa b) du préambule et au paragraphe 1 du dispositif, par « sous réserve que des ressources soient disponibles ».
11. Le DIRECTEUR DE LA DIVISION DU BUDGET ET DES FINANCES dit que, si le membre de phrase « sous réserve que des ressources soient disponibles » pourrait être employé dans le paragraphe 1, l'expression « dans la limite des ressources disponibles » doit être maintenue à l'alinéa b) qui reprend directement la résolution GC(46)/RES/11.B.

12. Le PRÉSIDENT croit comprendre que la Commission souhaite recommander à la Conférence générale d'adopter le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.15 avec l'amendement proposé pour le paragraphe 1 du dispositif.

13. Il en est ainsi décidé.

## 22. Personnel

### a) **Composition de l'effectif du Secrétariat de l'Agence** (GC(47)/13 ; GC(47)/COM.5/L.13)

14. Le représentant des PHILIPPINES, présentant le projet de résolution GC/(47)/COM.5/L.13 au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe apprécie les efforts assidus déployés par les hauts responsables de l'Agence pour recruter des fonctionnaires venant de pays en développement, et en particulier de pays sous-représentés ou non représentés. Ces efforts doivent être poursuivis avec diligence et le Groupe se charge d'attirer l'attention du Secrétariat sur des candidats qualifiés de ses pays membres.

15. Le projet de résolution présenté comporte trois améliorations majeures par rapport à la résolution GC(45)/RES/15.A, à savoir l'ajout de l'alinéa c) sur l'utilisation par l'Agence de technologies modernes dans le processus de recrutement, de l'alinéa d) sur la liste prévisionnelle des postes de la catégorie des administrateurs, et du paragraphe 3 priant le Directeur général de s'employer à résoudre la question de la sous-représentation et de la non-représentation et de faire rapport à la Conférence générale à sa quarante-neuvième session. Le Groupe propose en outre d'insérer les mots « et les progrès » après « les efforts » à la deuxième ligne de l'alinéa b) et d'insérer le membre de phrase « en tenant compte du paragraphe D de l'article VII du Statut et des résolutions pertinentes de la Conférence générale » à la première ligne du paragraphe 3.

16. Le représentant du JAPON se déclare satisfait du nouveau paragraphe 3. La question de la sous-représentation ne concerne pas seulement les pays en développement. Le Japon est aussi sous-représenté par rapport au fait qu'il verse 20 % au budget ordinaire. Le paragraphe D de l'article VII du Statut prévoit que, sous réserve de la considération dominante qui doit être d'assurer à l'Agence les services de fonctionnaires possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence technique et d'intégrité, il est dûment tenu compte des contributions des membres à l'Agence et de l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Le représentant du Japon suggère d'insérer les mots « de préparer un plan d'action » après « Directeur général » à la première ligne du paragraphe 3.

17. Le représentant des PHILIPPINES, appuyé par le représentant de l'INDE, répondant à la suggestion faite par le représentant du Japon, estime qu'il faudrait laisser le Secrétariat déterminer la ligne de conduite la plus appropriée, suite à des consultations étendues.

18. Le représentant des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE note qu'aucune définition des pays sous-représentés n'est donnée dans le document GC(47)/13 et demande si le Secrétariat a une définition acceptée de cette expression.

19. Le DIRECTEUR DE LA DIVISION DU PERSONNEL dit que, lors du recrutement, le Secrétariat respecte pleinement les principes énoncés au paragraphe D de l'article VII du Statut. Toutefois, il n'utilise aucun système de niveaux de représentation souhaitables ni de quotas,

notamment parce que l'application rigoureuse de l'un des principes du paragraphe D de l'article VII – à savoir la prise en compte des contributions des États Membres dans le recrutement du personnel – exclurait de nombreux candidats de pays à faibles quotes-parts, ce qui irait à l'encontre non seulement du principe qui veut que le personnel soit recruté sur une base géographique aussi large que possible, mais aussi des diverses résolutions demandant d'augmenter le nombre de fonctionnaires venant de pays en développement.

20. Le représentant des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE fait observer que le paragraphe 20 du document GC(47)/13 indique que le Secrétariat doit avoir une définition de ce qu'est un pays sous-représenté et, comme le projet de résolution prie le Directeur général de s'employer à résoudre cette question, il serait utile de connaître cette définition.

21. Le DIRECTEUR DE LA DIVISION DU PERSONNEL dit que la définition d'un pays sous-représenté repose sur un ensemble de données indicatives sur les effectifs établies à partir du barème des quotes-parts pour les contributions des États Membres au budget ordinaire. Si la représentation d'un pays est inférieure à 50 % du chiffre indicatif, alors il est considéré comme sous-représenté.

22. Le représentant de l'INDE se déclare préoccupé par le fait que les chiffres indicatifs du Secrétariat sont basés uniquement sur le barème des quotes-parts pour les contributions au budget ordinaire.

23. Le représentant de l'ITALIE demande au Secrétariat de fournir davantage d'informations sur sa définition de la sous-représentation, avec notamment un diagramme indiquant les niveaux de représentation adéquats pour chaque pays sur la base du barème des quotes-parts pour les contributions au budget ordinaire. Il demande également si le grade des fonctionnaires est pris en compte dans ces calculs.

24. Le DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT CHARGÉ DE LA GESTION dit qu'on n'a encore jamais publié de liste de chiffres indicatifs pour chaque pays, en partie parce que cela pourrait susciter de faux espoirs. Il existe une telle liste mais elle n'est utilisée qu'au niveau interne pour déterminer les pays sous-représentés. Le Directeur général a expressément demandé que ces chiffres ne figurent pas dans les documents qui lui sont soumis pour des décisions relatives à l'emploi.

25. Le représentant de l'ITALIE répond que, si les États Membres n'ont pas accès à ces chiffres, ils ne peuvent pas savoir s'ils sont sous-représentés, ce qui ne favorise pas la transparence. Ce serait utile tout au moins que ces informations puissent être communiquées aux pays qui les demandent spécifiquement.

26. Le représentant de l'INDE appuie l'idée que cette liste ne devrait pas être utilisée comme base de décisions en matière d'emploi. De nombreux autres facteurs importants doivent être pris en considération, tels que les résolutions de la Conférence générale et de l'Assemblée générale.

27. Le représentant de l'ALLEMAGNE note que le Directeur général est prié, à la fois dans les paragraphes 2 et 3 du dispositif, d'organiser des activités de recrutement et/ou d'information dans les pays en développement. Il demande si cette répétition apparente ne pourrait pas être supprimée du paragraphe 3, et si ces activités ont été budgétisées ou si elles peuvent être exécutées avec les ressources existantes.

28. Le représentant des PHILIPPINES dit que, dans le paragraphe 2, la phrase en question est un exemple, alors que dans le paragraphe 3 il s'agit d'une demande spécifique. Si on doit en supprimer une, ce devrait être celle du paragraphe 3.

29. Le représentant du JAPON fait remarquer que, dans le paragraphe 2, le Directeur général est prié de renforcer les efforts de recrutement dans les États Membres, alors que dans le paragraphe 3 il est prié de s'employer à résoudre la question de la sous-représentation et de la non représentation. Il y a une différence entre les deux paragraphes et ceux-ci devraient donc être maintenus.

30. Le représentant des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE suggère que l'expression « dans la limite des ressources disponibles » au paragraphe 2 du dispositif soit remplacée par « sous réserve que des ressources soient disponibles », qui semble être la formule que le Secrétariat préfère.

31. Le représentant de l'ALLEMAGNE approuve cette proposition et suggère d'insérer cette même formule dans le paragraphe 3 du dispositif.

32. Le DIRECTEUR DE LA DIVISION DU BUDGET ET DES FINANCES appuie le changement de formulation proposé pour le paragraphe 2. L'insertion ou non de cette formule au paragraphe 3 dépendra de la nature exacte de l'action attendue du Directeur général : s'il lui est demandé simplement de s'employer à résoudre les questions et de faire rapport là-dessus, il ne sera peut-être pas nécessaire d'ajouter cette formule ; en revanche, s'il lui est demandé de participer à l'organisation d'activités dans les pays en développement, il faudrait l'insérer après « Prie également le Directeur général ».

33. Le représentant des PHILIPPINES fait observer que la formule « dans la limite des ressources disponibles » est une expression consensuelle qui a été approuvée à la quarante-cinquième session ordinaire de la Conférence générale.

34. Le représentant des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE dit qu'il croit comprendre que le Secrétariat préfère « sous réserve que des ressources soient disponibles » à « dans la limite des ressources disponibles », mais que la différence de formulation ne change rien à ce qui se passe dans la réalité.

35. Le PRÉSIDENT suppose que la Commission souhaite recommander à la Conférence générale d'adopter le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.13, en intégrant les deux amendements proposés par le représentant des Philippines dans sa déclaration présentant le projet, c'est-à-dire remplacer « dans la limite des ressources disponibles » par « sous réserve que des ressources soient disponibles » dans le paragraphe 2 du dispositif et insérer ce même membre de phrase dans le paragraphe 3 du dispositif.

36. Il en est ainsi décidé.

**b) Les femmes au Secrétariat**  
(GC(47)/14 ; GC(47)/COM.5/L.7)

37. La représentante du PÉROU, présentant le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.7 au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que son libellé s'appuie sur la formulation de la résolution GC(45)/RES/15.B. Elle appelle les membres à ne pas rouvrir le débat sur le libellé des alinéas a), b), d) et f) du préambule et des paragraphes 1, 6, 8 et 9 du dispositif, sauf pour améliorer la situation des femmes au Secrétariat. Les principales modifications par rapport à la résolution précédente se situent au niveau des alinéas c), d) et e) du préambule, qui sont basés respectivement sur le résumé, le paragraphe 4 et le paragraphe 3 du document GC(47)/14, du paragraphe 2 du dispositif, qui est basé sur le paragraphe 10 de ce document, et des paragraphes 3 et 4 du dispositif, basés sur le paragraphe 11 du même document. Le paragraphe 5 du dispositif est également nouveau et encourage l'Agence à garder le contact avec le Réseau interinstitutions pour les femmes et la parité entre les sexes. Le projet

de résolution a été préparé en consultation avec les États Membres, la responsable pour les questions concernant les sexes au Secrétariat et la Division du personnel.

38. Le DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT CHARGÉ DE LA GESTION propose d'ajouter le membre de phrase « sous réserve que des ressources soient disponibles » dans le paragraphe 8 du dispositif après « par le budget ordinaire de l'Agence ».

39. Le PRÉSIDENT croit comprendre que la Commission souhaite recommander à la Conférence générale d'adopter le projet de résolution GC(47)/COM.5/L.7 tel qu'amendé par le Directeur général adjoint chargé de la gestion.

40. Il en est ainsi décidé.

**La séance est levée à 11 h 45.**